

RECENSEMENT DES ÉVACUATIONS FORCÉES DE LIEUX DE VIE OCCUPÉS PAR DES ROMS (OU DES PERSONNES DÉSIGNÉES COMME TELLES), EN FRANCE

(3^E TRIMESTRE, ANNÉE 2015)

1. Résumé

Situation toujours plus préoccupante

Durant le 3^e trimestre 2015, 4 767 personnes se sont faites évacuées de force par les autorités de 42 lieux de vie. 100 personnes ont dû quitter un lieu de vie faisant suite à un incendie. Ces chiffres représentent presque un doublement du nombre de personnes évacuées de force par rapport au trimestre précédent. Pratiquement le tiers des personnes recensées par les autorités vivant dans un bidonville ont été expulsées.

Il y eut 32 évacuations forcées faisant suite à une assignation par les propriétaires des terrains ou des squats devant les tribunaux, 8 faisant suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par la mairie ou le préfet et deux abandons de bidonville par les personnes elles-mêmes, sous la menace d'une évacuation forcée imminente. Sur les 42 évacuations effectuées par les autorités, des solutions d'hébergement temporaires n'ont été proposées que 11 fois. À la suite des 31 autres évacuations, les familles ont été tout simplement mises à la rue par les forces de l'ordre. Durant l'évacuation faisant suite à un incendie, il n'y a pas eu de solution d'hébergement d'urgence mise en place.

Depuis le début de l'année, la région Ile de France continue de concentrer 63 % des personnes évacuées.

Nous considérons que la circulaire du 26 août 2012 n'est plus qu'une lettre morte.

Les dernières condamnations internationales à l'encontre de la France sont lourdes.

« *Il apparaît de plus en plus clairement qu'il existe une politique nationale systématique d'expulsions de force des Roms* », a dit le Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein.¹

Les résultats observés ne font que confirmer ce constat accablant de l'expulsion « systématique ».

Comme le dit le Haut Commissaire : « *Deux des principaux organes des traités internationaux, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Comité des droits de l'homme, ont plus tôt cette année exhorté la France à s'abstenir de telles expulsions forcées sans offre d'hébergement alternatif. Je me joins à eux pour demander à la France de remplacer cette politique punitive et destructrice par une politique véritablement inclusive.* »

¹ « Zeid Ra'ad Al Hussein exhorte la France et la Bulgarie à arrêter les expulsions forcées de Roms », Centre d'actualités de l'ONU, Genève, 11 septembre 2015

Cette politique d'expulsions est nuisible, car elle ne fait qu'aggraver la situation de précarité de ces personnes ; elle est absurde, car elle n'atteint pas l'objectif poursuivi d'éradiquer le bidonville, un autre se recréant juste un peu plus loin ; elle est aveugle puisque les autorités continuent depuis déjà des années à pourchasser inlassablement ces personnes, d'expulsion en expulsion, sans aucune amélioration ni résultat.

D'autre part, nous observons avec attention les réactions et les discours des autorités vis-à-vis des réfugiés et des migrants récemment arrivés, car nous craignons que les raisons qui ont guidé la politique mise en œuvre vis-à-vis des populations roms (ou désignées comme telles) ne prévalent aussi pour ces personnes. Nous avons déjà pu observer des comportements très similaires lors d'expulsions de campements de réfugiés à Paris (Austerlitz ou Mairie du 18^e arrondissement de Paris) ou à Calais. Les mêmes politiques produisent les mêmes effets. Nous pensons que celle décrite ci-dessus et qui se concrétise par des expulsions à répétition des lieux de vie occupés par des Roms, s'applique de la même manière à ces personnes nouvellement arrivées et qu'elle reflète tout simplement la volonté politique non pas d'accueillir, mais bien de rejeter.

Ce n'est donc pas seulement pour les Roms, mais pour l'ensemble de ces populations vivant dans une extrême précarité que nous demandons la suspension des expulsions systématiques, la sécurisation des bidonvilles et leur assainissement, la mise en place de solutions adaptées pour l'insertion des familles à travers le droit commun et ceci avant toute expulsion, pour toutes les familles et sur tout le territoire. Le suivi de ces politiques devrait être organisé dans le cadre d'un dialogue permanent entre les pouvoirs locaux (communes, collectivités territoriales), les autorités régionales et nationales et les acteurs publics et associatifs actifs dans les bidonvilles.

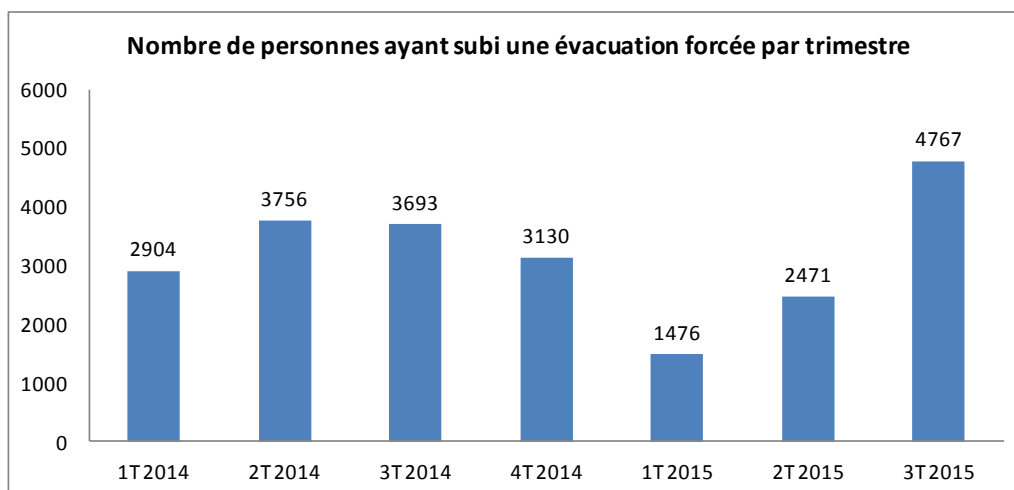
Remarque :

Ce recensement est le fruit d'un travail commun entre la [Ligue des droits de l'Homme \(LDH\)](#) et le [European Roma Rights Centre \(ERRC\)](#). Sans avoir la prétention à l'exhaustivité de la situation étant donné le manque de données officielles disponibles, ce recensement voudrait cependant en être l'expression la plus objective possible.

2. Évolutions par rapport aux périodes précédentes

Les tableaux suivants détaillent les différents nombres recensés et leurs évolutions.

Cette analyse montre que le nombre de personnes évacuées durant le 3^e trimestre 2015 a presque doublé par rapport au trimestre précédent.



	nbr d'évac. par les autorités	nombre d'incendies	nbr de lieux évacués	Solutions partielles de relogement	Evacués par les autorités	Evacués suite aux incendies ou autres	Nbr de personnes
1T2014	27	9	36	17	2904	524	3428
2T2014	38	2	40	18	3756	51	3807
3T2014	41	2	43	21	3693	74	3767
4T2014	32	4	36	15	3130	317	3447
Grand Total	138	17	155	71	13483	966	14449
1T2015	16	2	18	7	1476	110	1586
2T2015	21	0	21	6	2471	0	2471
3T2015	42	1	43	11	4767	100	4867
Grand Total	79	3	82	24	8714	210	8924

Note : Ces estimations **n'incluent pas** les éloignements du territoire faisant suite à une décision administrative ni les rapatriements par charter de l'OFII.

3. Répartition régionale

L'Île de France, avec 63 % du total, est la région où le plus de personnes ont été évacuées par les autorités. Elle est suivie par les régions Rhône-Alpes (10 %), des Pays de Loire (9 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (6 %), Aquitaine (5 %), Nord-Pas-de-Calais (3 %), Midi-Pyrénées (2 %).

Par rapport aux périodes précédentes, il faut noter que les Pays-de-Loire sont la troisième région d'expulsion alors que cette région était précédemment considérée comme plus respectueuse du droit. De même, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur réapparaît dans le classement pour cette période. Ceci montre qu'il a existé durant ce trimestre et sur l'ensemble du territoire une réelle intensification des évacuations forcées. La politique de rejet s'est appliquée de manière uniforme.

4. Harcèlements, rejets, mises en péril, menaces

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive et ne donne que quelques exemples des faits de violence durant le 1^{er} trimestre 2015.

Durant le premier trimestre :

- Début janvier, le maire de Champlan a refusé d'inhumier un enfant rom dans le cimetière de la commune².
- « *Le premier janvier, Francesca, un bébé rom âgé de deux mois, mourait dans les bras de sa mère, à la gare Lille-Flandres. La cause du décès n'a pas encore pu être établie. Mais au-delà de ça, ce qui gêne les défenseurs de la communauté rom, c'est la manière dont le nourrisson a perdu la vie : dans la rue.* »³
- Le 8 février un bidonville de Roms a été attaqué par des hommes armés, des policiers de la BAC selon un témoignage publié par Mediapart.⁴
- La Mairie de Limeil-Brevannes a lancé une pétition auprès de la population de la commune pour demander l'évacuation d'un bidonville installé près d'un nouveau quartier. La pétition est intitulée : « *Pour que la Préfecture évacue le campement de Roms, je défends ma qualité de vie* »⁵.
- Ce qui était distribué dans un tract (un parmi d'autres) lors des élections départementales démontre une montée de l'anti-tsiganisme : « *Insécurité, cambriolages, incivilités nuisent à la tranquillité des quartiers. Nous nous engageons à stopper l'extension de la zone de sédentarisation des gens du voyage rue Croix Léonardoux et aux alentours. Nous nous engageons à lutter contre la naissance de nouvelles zones de non-droit.* »⁶

Durant le deuxième trimestre :

- « *La Métropole a fait creuser une tranchée de deux mètres de profondeur et de largeur le long d'un campement de Roms sur la commune de Saint-Priest, dans la banlieue Est de Lyon* »⁷, créant de facto un véritable ghetto.
- « *Des syndicalistes des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) ont décidé de "soulever la question des odeurs sur la ligne de bus numéro 9". Ils réclament des mesures discriminatoires par la mise en place d'une "navette spéciale". Ces propos font écho au comportement de certains conducteurs de bus qui refusent de marquer des arrêts ou de*

² « Roms : le maire de Champlan est un récidiviste », Carine Fouteau et Ellen Salvi, article publié le mardi 6 janvier 2015, Mediapart

³ « Mort du bébé rom, début janvier à Lille : une pilule qui a encore du mal à passer », 8 janvier 2015, Clément Landouzy, *La Croix du Nord*

⁴ « Camp de Roms attaqué de nuit par des hommes armés : les policiers de la BAC tirent sur les victimes », 9 février 2015, Tieri Briet, Mediapart

⁵ « La maire de Limeil lance une pétition pour évacuer le bidonville de Roms », C. Dubois, 94.citoyens.com, 25 février

⁶ Tract de l'UMP, l'UDI, le Mouvement Démocrate et le CNIP, Élections départementales du 22 et 29 mars 2015, Canton de Clermont-Ferrand 2, communiqué de la fédération départementale de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) du Puy-de-Dôme

⁷ « Roms : une tranchée de deux mètres de haut creusée le long d'un campement à Saint-Priest », 9 avril 2015, Rue89 Lyon

laisser monter certains enfants vivant en bidonville qui se rendent à l'école le matin. »⁸ Devant le tollé des réactions, l'initiative a été abandonnée.

- Selon une étude réalisée à l'Université Paris 13, Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS), « *le cas des "jeunes filles roumaines" – repérées et nommées ainsi par les professionnels de la justice des mineurs – est apparu comme un cas limite. Échappant aux schémas genrés qui président habituellement à la justice des mineurs, ces jeunes filles sont largement pénalisées et connaissent fréquemment la prison pour de simples vols. On peut avancer qu'elles subissent un traitement judiciaire d'exception, révélateur des discriminations multiples vécues par les Roms sur le territoire français. »⁹*
- À Haubourdin (59), la municipalité a versé du lisier sur le bidonville de Busignies pour chasser les Roms qui l'occupent.¹⁰
- A Sète (34), au bidonville de Mas Coulet, en avril 2015, « *la police de l'air et des frontières multiplie les contrôles des Roumains en situation irrégulière et distribue des OQTF (obligation de quitter le territoire français) à tour de bras* ». Paradoxalement, le Mas Coulet est aussi le lieu où est né dans une caravane Ricardo Baliardo (Manitas de Plata).¹¹
- « *A la demande de la ville de Mouscron (Belgique), la commune de Wattrelos va ériger un mur de deux mètres de haut pour séparer le village d'Herseaux Ballons (Belgique) d'une aire d'accueil pour les gens du voyage aménagée sur le territoire français. »¹² Il semblerait que les protagonistes aient retiré le projet après la vague de protestation générée.*
- Des tensions avec les riverains apparaissent quand ils se réjouissent de l'évacuation du bidonville d'Argenteuil (95) le 4 mai 2015, ou quand ils bloquent l'accès des entrées de leurs communes à des caravanes évacuées à Saint-Herblain (44) le 29 avril 2015.
- Le Premier ministre continue à affirmer que « *la circulaire était appliquée pour qu'il y ait un diagnostic social avant le démantèlement de tout campement* » et que les démantèlements de camp doivent continuer.¹³
- Un enfant de 4 ans est décédé dans un incendie du camp du carrefour Pasteur à Lille le 8 juin¹⁴.
- « *Une petite fille de 5 ans est morte dans l'incendie d'un camp rom à Carrières-sous-Poissy, dans les Yvelines. »*, le 7 juin 2015¹⁵.

⁸ Communiqué de presse cosigné par : ATD Quart-Monde, La Cimade LR, Eglise protestante unie de Montpellier agglomération, Fondation Abbé Pierre, Ligue des droits de l'Homme, Médecins du Monde LR, Mrap, 10 avril 2015

⁹ « "Aux frontières de l'Europe, les jungles", Les jeunes Roumaines sont des garçons comme les autres », Arthur Vuattoux, article extrait du Plein droit n° 104, mars 2015

¹⁰ « Haubourdin : la municipalité déverse du lisier sur le campement de Roms de Busignies », *La Voix du Nord*, 16 avril 2015

¹¹ « Mas Coulet, la chasse aux Roms est ouverte », *La Marseillaise*, Emmanuelle Stange, 23 avril 2015

¹² « Un mur anti-Gens du voyage et Roms entre Wattrelos et Mouscron », FR3 Nord Pas de Calais, 16 mai 2015

¹³ « Roms : Valls juge nécessaire de « démanteler » les campements », *Libération*, 18 mai 2015

¹⁴ « La Madeleine, incendie dans un camp rom : un enfant décédé », FR3 Nord Pas-de-Calais, 8 juin 2015

¹⁵ « Une enfant de cinq ans meurt dans l'incendie d'un camp rom », Marie Piquemal, *Libération*, 7 juin 2015

Durant le troisième trimestre :

- « *Aline Archimbaud, Sénatrice de Seine-Saint-Denis, tient à exprimer sa vive préoccupation devant la reprise des évacuations de campements roms en Seine-Saint-Denis.* »¹⁶
- Les enfants souffrent particulièrement des tribulations imposées par les expulsions en cascade subies par leur famille. « *Libération a suivi un enfant rom ballotté de bidonvilles en hôtel. Sa famille va à nouveau être expulsée ce mardi.* »¹⁷
- « *Près de Grenoble, à Saint-Martin-d'Hères, une famille de Roms a été délogée suite à la mobilisation des riverains. Ils squattaient une maison privée, située avenue Romain-Rolland, qui était sur le point d'être vendue.* »¹⁸
- Le Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme condamne spécifiquement l'expulsion qui est survenue le 27 août 2015 à La Courneuve : « *L'expulsion a été menée sans avertissement, alors que celui-ci est normalement de 24 heures minimum. Elle est survenue tôt dans l'après-midi alors que les habitants étaient absents. Des biens leur appartenant ainsi que certaines pièces d'identité auraient été détruits. Seul un petit nombre de familles se sont vues offrir un hébergement et pour trois nuits uniquement. De ce fait, la plupart de ces personnes sont devenues sans abri.* »¹⁹
- Des rejets de plus en plus décomplexés comme à Saint-Genis-les-Ollières (Rhône), le 25 septembre : « *Ce vendredi matin, dès 8 heures, habitants, industriels, artisans et commerçants ont organisé un blocage de l'accès du chemin de Chapoly. Ils ont ainsi signifié leur désapprobation au projet d'accueil de 160 Roms sur ce site.* »²⁰
- Un maire a organisé une réunion le 28 septembre intitulée : « *Camps Roms à Wissous : Le point* » et dont le résultat se traduit par des tensions au sein de la salle : « *J'ai l'intention de demander des comptes à l'État* », annonce l'élu (le maire de Wissous). *Mais ce lundi soir, les comptes vont vite être réclamés aux bénévoles qui aident les Roms.* »²¹ Les bénévoles qui étaient présents à la réunion ont été pris à partie par la salle.

¹⁶ Communiqué de presse, Aline Archimbaud, 20 juillet 2015, Pantin

¹⁷ « "Je ne peux pas rester sans école, je dois apprendre" », Marie Piquemal, *Libération*, 20 juillet 2015

¹⁸ « Des habitants se mobilisent pour déloger une famille rom d'un squat à Saint-Martin-d'Hères », FR3, 12 septembre 2015

¹⁹ « Zeid Ra'ad Al Hussein exhorte la France et la Bulgarie à arrêter les expulsions forcées de Roms », Centre d'actualités de l'ONU, Genève, 11 septembre 2015

²⁰ « Saint-Genis-les-Ollières : la venue de 160 Roms entraîne un mouvement de contestation », *Le Progrès*, 25 septembre 2015

²¹ « A Wissous, les bidonvilles roms mettent le feu aux poudres », Marie D'Ornellas, *Le Parisien*, 29 Sept. 2015

5. Résultats détaillés pour le 1^{er} trimestre 2015

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2015)															
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause				Présence OFII ou PAF (1=oui)	Sol. de relog. (1=partielle)	Motif Arrêté Préfet / Maire / 48h flagrance	seuls sous pression	Source/Réaction
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr					
110 rue de la Basse Ile	Rezé	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	14-janv.	1T2015	15	15	1							Ouest France 14 janvier
Allée des Acacias	Mérignac	Gironde	Aquitaine	22-janv.	1T2015	140	140	1							Sudouest 26 janvier
Bois de la Grange	Noisiel	Seine-et-Marne	Ile-de-France	27-janv.	1T2015	60	60	1			1	1			Le Parisien 27 janvier
Avenue Forestière	Noisiel	Seine-et-Marne	Ile-de-France	27-janv.	1T2015	60	60	1			1	1			Le Parisien 27 janvier
Proximité Crématorium	Cannes	Alpes Maritimes	PACA	27-janv.	1T2015	10	10	1					1		Nicematin 27 janvier
Locaux de la Semam	Chelles	Seine-et-Marne	Ile-de-France	27-janv.	1T2015	80			80	1					La Mame 4 février
Route de St Gilles	Caisargues	Gard	Languedoc-Roussillon	29-janv.	1T2015	40	40	1				1			France Bleu 29 janvier
Parc d'activités	Mareuil-lès-Meaux	Seine-et-Marne	Ile-de-France	12-févr.	1T2015	50	50	1				1			La Mame 12 février
Petit camp le long du rail	Bobigny	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	17-févr.	1T2015	20	20	1					1		Plateforme 93
Route de Malnoue	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	18-févr.	1T2015	20	20	1					1		Col Val Maubuée
125 rue Jean-Durand	Stains	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	24-févr.	1T2015	185	185	1				1			FR3 24 février
Zone A1-Est	Seclin	Nord	Nord-Pas-de-Calais	24-févr.	1T2015	160	160	1					1		La Voix du Nord 24 fév.
entrepôt	Ris-Orangis	Essonne	Ile-de-France	27-févr.	1T2015	30			30	1					Le Parisien 27 février
18 route de la Courmeuve	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	3-mars	1T2015	300	300	1					1		ERRC Rromeurope
Camp du Bout du Monde	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	3-mars	1T2015	60	60	1					1		Col Val Maubuée
Camp de Couteaux	Roubaix	Nord	Nord-Pas-de-Calais	3-mars	1T2015	16	16	1				1		1	Nord Eclair 4 mars
Ch. Du Hameau du Cornillon	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	30-mars	1T2015	200	200	1					1		ERRC 2 avril
22 rue Félix-Nadar	Mérignac	Gironde	Aquitaine	31-mars	1T2015	140	140	1					1		Sudouest 31 mars
1er trimestre 2015						1586	1476	16	110	2	0	7	5	10	1

6. Résultats détaillés pour le 2^e trimestre 2015

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2015)															
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause				Présence OFII ou PAF (1=oui)	Sol. de relog. (1=partielle)	Motif Arrêté Préfet / Maire / 48h flagrance	seuls sous pression	Source/Réaction
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr					
Viaduc du Croult	Goussainville	Val-d'Oise	Ile-de-France	30-mars	2T2015	300	300	1					1		Le Parisien 7 avril
Société Montoit	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	31-mars	2T2015	60	60	1					1		Col Val Maubuée
Bois de la Grange	Noisiel	Seine-et-Marne	Ile-de-France	01-avr	2T2015	30	30	1							Col Val Maubuée
Cours d'Herbouville	Lyon	Rhône	Rhône-Alpes	10-avr.	2T2015	60	60	1					1		Rue89 Lyon 10 avril
Collège Chanteraine	Sarcelles	Val-d'Oise	Ile-de-France	13-avr	2T2015	214	214	1				1			Le Parisien 13 avril
Bvd Yves Farges	Gerland	Rhône	Rhône-Alpes	14-avr.	2T2015	50	50	1					1		Le Progrès 16 avril
Route de la Malnoue	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	16-avr.	2T2015	150	150	1					1		Col Val Maubuée
Av Franklin Roosevelt	Bron	Rhône	Rhône-Alpes	16-avr.	2T2015	200	200	1					1		Rue89 Lyon 16 avril
Tougas	Saint-Herblain	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	29-avr	2T2015	360	360	1					1		FR3 29 avril
Petite Foret	Strasbourg	Bas-Rhin	Alsace	29-avr	2T2015	20	20	1					1		Mediapart 29 avril
JJ Bosc	Bègles	Gironde	Aquitaine	29-avr	2T2015	5	5	1				1			Sudouest 2 mai
rues Ferdinand Berthoud	Argenteuil	Val-d'Oise	Ile-de-France	04-mai	2T2015	200	200	1					1		Le Parisien 4 mai
Société Progal	Pringy	Seine-et-Marne	Ile-de-France	06-mai	2T2015	62	62	1				1	1		La République 13 mai
Quartier Chalt	Valence	Drome	Rhône-Alpes	27-mai	2T2015	10	10	1				1		1	Le Dauphiné 27 mai
Chemin Napoléon	Hellemmes	Nord	Nord-Pas-de-Calais	03-juin	2T2015	90	90	1					1		Nord Eclair 3 juin
Petite Foret	Strasbourg	Bas-Rhin	Alsace	01-juin	2T2015	50	50	1				1			Rue89 Strasbourg 11 juin
Les temps durables	Limeil-Brevannes	Val-de-Marne	Ile-de-France	09-juin	2T2015	150	150	1					1		Le Parisien 9 juin
rue Ambroise Croizat	Villejuif	Val-de-Marne	Ile-de-France	10-juin	2T2015	10	10	1				1			N. Gandais 10 juin
Route de Malnoue	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	16-juin	2T2015	200	200	1					1		Col Val Maubuée
Quartier du Port	Ivy-sur-Seine	Val-de-Marne	Ile-de-France	25-juin	2T2015	200	200	1					1		Le Parisien 25 juin
Route d'Italie	Nantes	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	30-juin	2T2015	50	50	1					1		Romeurope Nantes
2ème trimestre 2015						2471	2471	21	0	0	0	6	9	12	0

7. Résultats détaillés pour le 3^e trimestre 2015

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2015)																
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause			Présence OFII ou PAF (1=oui)	Sol. de relog. (1=partielle)	Arrêté Préfet / Maire / 48h flagrance	Motif		Source/Réaction	
							nbr	Nbr de personnes évacuées par les autorités	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres				judgement TGI ou TA	seuls sous pression		
20 rue Alexis-Capelle	Bègles	Gironde	Aquitaine	1-juil.	3T2015	10	10	1			1		1	Sudouest 1 juillet		
Bois de Lognes	Lognes	Seine-et-Marne	Ile-de-France	2-juil.	3T2015	50	50	1			1			Col Val Maubuée		
Stade des cheminots	Le Havre	Seine-Maritime	Haute-Normandie	3-juil.	3T2015	55	55	1		1			1	Normandie actu 3 juillet		
Casernie Belle-de-Mai	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	3-juil.	3T2015	172	172	1			1			Renc. Tsiganes 4 juillet		
Trois Pigeons	Aix-en-Provence	Bouches-du-Rhône	PACA	3-juil.	3T2015	150	150	1					1	Col Aix 23 juillet		
Les Planeurs	Aix-en-Provence	Bouches-du-Rhône	PACA	3-juil.	3T2015	80	80	1					1	Col Aix 23 juillet		
Plombières	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	4-juil.	3T2015	20	20	1						1 La Provence 4 juillet		
Rue Jacquard	Merignac	Gironde	Aquitaine	6-juil.	3T2015	50	50	1					1	MDM 25 aout		
Haluchère	Nantes	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	7-juil.	3T2015	360	360	1					1	Presse Océan 8 juillet		
Rue de Fromont	Ris-Orangis	Essonne	Ile-de-France	7-juil.	3T2015	53	53	1					1	Le Parisien 7 juillet		
27 av Victor Hugo	Aubervilliers	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	8-juil.	3T2015	50	50	1			1			Sec. Cath. 8 juillet		
La Trentaine	Chelles	Seine-et-Marne	Ile-de-France	8-juil.	3T2015	500	500	1		1			1	Le Parisien 8 juillet		
Rue Javary	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	9-juil.	3T2015	17	17	1					1	La Voix du Nord 9 juillet		
Rue Truillot	Ivy-sur-Seine	Val-de-Mame	Ile-de-France	9-juil.	3T2015	300	300	1		1			1	L'Humanité 9 juillet		
125 rue de Corbeil	St-Germain-lès-Arpaj	Essonne	Ile-de-France	9-juil.	3T2015	10	10	1					1	Le Républicain 16 juillet		
Rue Isaac-Holden	Croix	Nord	Nord-Pas-de-Calais	10-juil.	3T2015	19	19	1					1	Nord Eclair 10 juillet		
Terrain ERDF	Bezons	Val-d'Oise	Ile-de-France	13-juil.	3T2015	15	15	1					1	Le Parisien 27 aout		
Rue des Erables	Argenteuil	Val-d'Oise	Ile-de-France	17-juil.	3T2015	150	150	1					1	Le Parisien 17 juillet		
avenue de Stalingrad	L'Hay-les-Roses	Val-de-Mame	Ile-de-France	19-juil.	3T2015	30	30	1			1			Le Parisien, 19 juillet		
La Folie	Bobigny	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	21-juil.	3T2015	200	200	1					1	Le Monde 21 juillet		
Av des Erables	Villiers-le-Bel	Val-d'Oise	Ile-de-France	22-juil.	3T2015	300	300	1					1	Le Parisien 22 juillet		
La Prairie	Anncy	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	22-juil.	3T2015	40	40	1					1	Librinof74 22 juillet		
Rue du Fief-Cordelier	Bonneuil-sur-Mame	Val-de-Mame	Ile-de-France	23-juil.	3T2015	40	40	1		1			1	Le Parisien 23 juillet		
Rue Moulin-Bateau	Bonneuil-sur-Mame	Val-de-Mame	Ile-de-France	23-juil.	3T2015	100	100	1					1	Romeurope 94		
Rue de Clichy	Saint-Ouen	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	24-juil.	3T2015	50	50	1		1			1	AFP 24 juillet		
Bud National	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	24-juil.	3T2015	21	21	1					1	La Marseillaise 24 juillet		
Rue Goldfart	Valence	Drome	Rhône-Alpes	27-juil.	3T2015	80	80	1					1	FR3 29 juillet		
rue de la Houblonnière	Metz	Moselle	Lorraine	28-juil.	3T2015	27	27	1					1	FR3 27 juillet		
Quai Jules Guesdes	Vitry-sur-Seine	Val-de-Mame	Ile-de-France	28-juil.	3T2015	100	100	1		1			1	Le Parisien 28 juillet		
Esmonin	Grenoble	Isère	Rhône-Alpes	29-juil.	3T2015	400	400	1		1	1			Le dauphine 29 juillet		
rue de Rivoli	Fives	Nord	Nord-Pas-de-Calais	6-août	3T2015	5	5	1					1	Nord Eclair 6 aout		
le long N19	Bonneuil-sur-Mame	Val-de-Mame	Ile-de-France	6-août	3T2015	300	300	1			1			Le Parisien 6 aout		
Rue Hipparque	Merignac	Gironde	Aquitaine	13-août	3T2015	50	50	1					1	MDM 25 aout		
51 rue Stalingrad	Grenoble	Isère	Rhône-Alpes	13-août	3T2015	8	8	1					1	Le Dauphine 8 aout		
Cap Pinède	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	13-août	3T2015	40	40	1					1	La Provence 13 aout		
Rue Jacquard	Vaulx-en-Velin	Rhône	Rhône-Alpes	15-août	3T2015	100			100	1				Le Progrès 16 aout		
Neuille Université	Neuille-sur-Oise	Val-d'Oise	Ile-de-France	21-août	3T2015	35	35	1					1	ASAV 26 aout		
Ruelle du Pavillon	Deuil-la-Barre	Val-d'Oise	Ile-de-France	25-août	3T2015	60	60	1					1	Le Parisien 28 aout		
Rue Pascal	La Courneuve	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	27-août	3T2015	300	300	1		1			1	CP MDM FAB 27 aout		
252 Av des Grésillons	Asnières-sur-Seine	Hauts-de-Seine	Ile-de-France	9-sept.	3T2015	300	300	1					1	Le Parisien 9 septembre		
Av Romain-Rolland	Saint-Martin-d'Hères	Isère	Rhône-Alpes	11-sept.	3T2015	10	10	1		1			1	FR3 12 septembre		
Ile du Ramier	Toulouse	Haute-Garonne	Midi-Pyrénées	24-sept.	3T2015	150	150	1		1			1	FR3 24 septembre		
Quai Chatelier	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	26-sept.	3T2015	60	60	1			1			Le Parisien 26 sep		
3eme trimestre 2015						4867	4767	42	100	1	0	11	8	32	2	0

Annexe 1

1. Description des données prises en compte dans l'étude

L'étude a recensé la dénomination du lieu de vie, la commune, le nombre de personnes expulsées, les causes de l'évacuation forcée, les propositions de relogement, les bases légales de l'évacuation (procédure d'expulsion initiée par le propriétaire du lieu de vie ou arrêté pris par le maire ou le préfet) ainsi que les sources de l'information dans chacun des cas.

Chaque évacuation est caractérisée de la manière la plus complète et seules les informations vérifiables obtenues de sources fiables, mentionnées ci-dessous, sont comptabilisées.

2. Définitions

Le vocabulaire doit être précisé : un terrain est évacué et une personne expulsée. En droit, on parle d'évacuation d'un terrain, d'un bâtiment lorsque la mesure vise le lieu, et d'expulsion lorsque la mesure vise la ou les personnes. D'autre part, le terme « lieu de vie » désigne l'endroit où vivent les personnes, cet endroit pouvant être un bidonville, un squat, un hangar désaffecté... ou une caravane en état ou non de marche. La dénomination du lieu de vie est celle de l'endroit mentionné dans la source, par exemple « le Hanul ». L'adresse est évidemment notée quand c'est possible.

La commune est celle sur laquelle le lieu de vie existe. Les cas sont fréquents où le lieu de vie chevauche plusieurs communes, par exemple Noisy-le-Grand/Bry-sur-Marne. Ces cas prêtent souvent à confusion : plusieurs rapports d'apparence différente concernent en fait le même lieu de vie. Une attention particulière a été portée à ce point afin de garantir l'information.

La date est celle du jour où a eu lieu l'évacuation forcée.

Le nombre de personnes est celui mentionné dans la source.

L'expulsion forcée peut résulter d'un arrêté d'expulsion pour occupation illégale ou insalubrité du lieu de vie, ou d'un accident (incendie). Plusieurs causes peuvent se cumuler. Par exemple, à Massy (Essonne) en 2010, il y eut : distributions d'OQTF, incendie, arrêté d'expulsion, enfermement, retours ARH et retours forcés, et destruction de ce qui restait du lieu de vie par les autorités communales.

Quand des propositions de relogements sont mentionnées dans la source, elles figurent au tableau. Elles sont généralement partielles, car, dans la majorité des cas, elles séparent les familles et sont destinées uniquement aux femmes accompagnées d'enfants en bas âge dans un hébergement d'urgence pour quelques jours. Pour cette raison, elles sont très souvent refusées par les personnes concernées.

L'origine des décisions justifiant les évacuations est comptabilisée. Elles peuvent être prises par un Tribunal (d'instance, de grande instance, administratif, une cour d'appel), ou suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par une mairie ou un préfet. Le nombre de départ ne faisant pas suite à l'usage de la force est aussi recensé. Ces départs font généralement suite à un harcèlement et des menaces policières.

La source est l'origine de l'information. Le même événement peut être décrit dans plusieurs sources. Chaque source est référencée. Seules les plus fiables et les plus précises ont été retenues : articles de presse et média, communiqués de presse, témoignages directs diffusés ou transmis par une ONG.